

APPENDICE No 6

Q. Avant que vous n'alliez plus loin, donnez-nous votre opinion. Etes-vous d'avis que, si le gouvernement doit évaluer de nouveau les terres, nous devrions rembourser ces autres cultivateurs?—R. J'estime que la nouvelle évaluation est une indemnité de secours. C'est une indemnité à l'égard d'une certaine classe de soldats-colons. On peut l'appeler une nouvelle évaluation ou une diminution de capital, mais c'est une indemnité, après tout.

*M. Brown:*

Q. Mais supposons que nous mettions cela de côté et que nous considérons la chose comme s'il s'agissait de faire tout notre possible pour récupérer la récolte et tirer le meilleur parti possible d'un mauvais placement.—R. Cela se peut. Je ne discuterai pas. Je n'essaierai pas de discuter cela, bien que je pense qu'il soit de mon devoir d'attirer l'attention sur le fait que cette situation existe.

Le PRÉSIDENT: Peut-être nous écartons-nous un peu du sujet. Je suggérerais, si le comité y consent, de continuer la discussion générale sur la nouvelle évaluation, et puis toutes ces questions surgiront en temps voulu. Bien entendu, il est inutile que je dise aux membres du comité que l'on pourra poser ensuite toutes sortes de questions, mais je pense que nous devrions commencer par l'exposé général, et je demanderais aux membres du comité d'avoir la bonté de laisser le témoin poursuivre cet exposé. Sans doute, si son exposé n'est pas très lucide, on pourra lui poser une question afin de le rendre plus intelligible.

M. KNOX: Dans ces chiffres que le major Barnett nous a soumis au sujet de ces hommes adonnés à l'agriculture qui ne sont pas soumis à cette Commission, est-ce qu'il ne comprend pas les hommes établis sur des terres avant leur départ pour la guerre?

Le PRÉSIDENT: Tout cela viendra plus tard, mais présentement, je suggérerais que le témoin continue son exposé et il n'y a pas de doute qu'il va mentionner ceci. Qu'il le fasse ou non, on pourra l'interroger par la suite, afin de remettre ces questions sur le tapis.

Le TÉMOIN: J'aimerais autant répondre à la question de M. Knox immédiatement. Je comprends dans ces chiffres, bien entendu, les hommes qui possédaient des terres. Ces chiffres comprennent quelques-uns de ceux-ci. Ils comprennent des hommes ayant acheté des fermes depuis, des hommes qui se sont établis sur des terres fédérales depuis. Ils comprennent une grande variété de vétérans.

*M. Brown:*

Q. Est-ce qu'ils comprendraient les hommes n'ayant eu aucune relation ou rapport avec la Commission en aucun temps?—R. Oui, certainement. Les 6,000 ayant obtenu des octrois gratuits ont naturellement été obligés de se procurer un certificat de nous. Il y en a 3,000 de plus qui sont venus nous trouver, et tout ce que nous avons eu à faire avec eux a été de leur accorder des certificats afin de leur permettre d'acheter leurs instruments aratoires à meilleur compte. Nous avons refusé des prêts aux autres, au nombre d'environ 10,000 et une proportion très considérable de ce nombre, peut-être pas la moitié, mais plusieurs milliers s'étaient déjà engagés d'acheter des terres et nous avons refusé de terminer l'achat de leurs propriétés. Je n'ai plus qu'un mot à dire, parce que je suis d'avis que le reste peut attendre jusqu'à ce que la déclaration générale soit entre les mains du comité. Sur la question de la nouvelle évaluation, je voudrais traiter dans ma déposition, si le comité y consent, de la situation lorsque nous l'aborderons à la prochaine réunion, à quatre points de vue différents, et je crois que l'on peut couvrir toutes les objections si on présente les preuves en réponse aux quatre questions. Ce que vous faites, et ce que vous devriez faire dépendent des dépositions données sur ces quatre questions principales. Voici la première

[Major John Barnett.]